

Audience publique du 16 août 2017

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 35 (3), L. 18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 39839 du rôle et déposée le 5 juillet 2017 au greffe du tribunal administratif par Maître Faisal QURAISHI, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Libye), de nationalité libyenne, actuellement incarcéré au Centre pénitentiaire de Schrassig, tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 16 juin 2017 par laquelle le ministre a pris la décision de le transférer vers la Suède, l'Etat membre compétent pour connaître de sa demande de protection internationale ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 9 août 2017 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en sa plaidoirie à l'audience publique du 16 août 2017.

En date du 21 mars 2017, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Le même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale, sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg. Il s'avéra, suite à la comparaison des empreintes digitales de l'intéressé avec la base de données EURODAC, que ses empreintes digitales avaient précédemment été enregistrées en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas et en Allemagne, où l'intéressé était encore connu sous l'identité de ..., de nationalité marocaine.

Le 11 mai 2017, Monsieur ... passa un entretien auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, en vue de déterminer l'Etat responsable de l'examen de sa demande de protection internationale en vertu du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, dénommé ci-après « le règlement Dublin III ».

En date du 12 mai 2017, les autorités luxembourgeoises contactèrent les autorités suédoises en vue de la prise, respectivement de la reprise en charge de Monsieur ..., sur base de la considération que suivant les indications se dégageant de la banque de données EURODAC, l'intéressé aurait précédemment, à savoir le 25 octobre 2012, introduit une demande de protection internationale en Suède. Cette demande de prise, respectivement de reprise en charge fut explicitement acceptée par les autorités suédoises le 1^{er} juin 2017.

Par décision datée du 16 juin 2017, notifiée en mains propres le même jour, le ministre informa Monsieur ... que le Grand-Duché de Luxembourg a pris la décision de le transférer dans les meilleurs délais vers la Suède sur base de l'article 28, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015 et des dispositions de l'article 18, paragraphe (1d), du règlement Dublin III, la décision étant libellée comme suit :

« J'accuse réception de votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire que vous avez présentée le 21 mars 2017.

Il résulte des informations dont nous avons connaissance que vous avez introduit deux demandes de protection internationale en Suède en date des 25 octobre 2012 et 13 février 2015.

La Suède a accepté en date du 1^{er} juin 2017 de prendre/reprendre en charge l'examen de votre demande de protection internationale.

Au vu de ce qui précède, je tiens à vous informer qu'en vertu des dispositions de l'article 28(1) de la loi précitée et des dispositions de l'article 18§1d du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013, le Grand-Duché de Luxembourg a pris la décision de vous transférer dans les meilleurs délais vers la Suède, qui est l'Etat membre responsable pour examiner votre demande de protection internationale.

La présente décision est susceptible d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de 15 jours à partir de la notification de la présente. La décision du Tribunal administratif ne sera susceptible d'aucun appel.

Une procédure de référé en vue de l'obtention d'un sursis à l'exécution ou d'une mesure de sauvegarde peut être introduite auprès du Président du Tribunal administratif par requête signée d'un avocat à la Cour ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 5 juillet 2017, Monsieur ... a fait introduire un recours en annulation contre la décision ministérielle précitée du 16 juin 2017.

Etant donné qu'aucune disposition légale ne prévoit de recours au fond en la présente matière, l'article 35, paragraphe (3), de la loi du 18 décembre 2015 prévoyant expressément un recours en annulation contre la décision de transfert visée à l'article 28, paragraphe (1), de la même loi, un recours en annulation a valablement pu être introduit.

Le recours en annulation est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur fait valoir qu'il aurait déposé une demande de protection internationale en Suède après avoir dû fuir la Libye, mais que les autorités suédoises n'auraient à ce jour pas analysé correctement sa demande, le demandeur soutenant que les autorités suédoises n'auraient pas respecté un délai raisonnable pour donner une réponse à sa demande de protection internationale, pour en déduire que la procédure de demande d'asile en Suède devrait être déclarée irrégulière pour ne pas garantir son droit à un examen effectif de sa demande d'asile. Il ajoute qu'il n'aurait eu aucune assistance d'un avocat ou d'un conseil dans le cadre de sa demande de protection internationale afin d'en comprendre la portée.

Le demandeur fait état de problèmes graves rencontrés par lui en Suède, non autrement précisés, ce qui établirait l'existence de graves « *problèmes* » systémiques dans ce pays. Il déclare que les autorités suédoises ne seraient pas à même de traiter dans un temps raisonnable le nombre important de demandes d'asile face à leurs capacités d'accueil, le demandeur en concluant que les conditions d'hébergement et d'analyse des demandes ne seraient pas garanties en Suède ; comme ses droits ne seraient pas garantis dans le cadre de sa demande de protection internationale en Suède, il ne pourrait être renvoyé dans ce pays. S'y ajouteraient des violences dans les foyers d'hébergements. Vu l'afflux intense de migrants en Suède, les conditions d'analyse d'une demande de protection internationale seraient dès lors impossibles, et ce d'autant plus que les centres d'hébergement y seraient débordés et de nombreux actes de violence auraient été dénombrés en Suède dans les centres de demandeurs d'asile.

En droit, il reproche au ministre de s'être déclaré incompétent en argumentant que le ministre aurait à tort fait abstraction de ce que les autorités suédoises auraient manqué d'analyser sa demande de protection internationale de manière effective, l'absence d'examen effectif serait contraire aux principes essentiels de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et témoignerait d'un manquement grave aux articles 1^{er} et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le demandeur donne à considérer qu'il serait encore impossible de le renvoyer en Suède, puisque les conditions d'accueil n'y seraient manifestement pas respectées au sens de l'article 3, paragraphe 3, deuxième alinéa du règlement Dublin III. En conséquence son renvoi en Suède entraînerait le non-respect des articles 1^{er} et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et le Luxembourg serait partant responsable de l'examen de sa demande

de protection internationale au sens du règlement Dublin III puisque son droit à un examen effectif de sa demande ne serait pas garanti conformément à l'article 3, paragraphe (2), deuxième alinéa du règlement Dublin III et aux articles 1 et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

A titre subsidiaire, le demandeur fait valoir qu'il ne souhaiterait en aucun cas être transféré en Suède, de sorte qu'il affirme être prêt à quitter volontairement le Luxembourg dans un délai raisonnable.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

Aux termes de l'article 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 « *Si, en application du règlement (UE) n°604/2013, le ministre estime qu'un autre Etat membre est responsable de la demande, il sursoit à statuer sur la demande jusqu'à la décision du pays responsable sur la requête de prise ou de reprise en charge. Lorsque l'Etat membre requis accepte la prise en charge ou la reprise en charge du demandeur, le ministre notifie à la personne concernée la décision de la transférer vers l'Etat membre responsable et de ne pas examiner sa demande de protection internationale* ».

L'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, dans le cadre duquel s'inscrit de manière non contestée la décision ministérielle litigieuse, est libellé comme suit : « *L'Etat membre responsable en vertu du présent règlement est tenu de : [...] d) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre.* »

Il s'ensuit que si, en vertu d'un des critères du règlement Dublin III, un autre Etat membre est responsable de l'examen de la demande de protection internationale introduite au Luxembourg par un ressortissant d'un Etat tiers et si ce pays accepte la reprise en charge de ce dernier, le ministre décide de transférer la personne concernée vers l'Etat membre responsable et de ne pas examiner la demande de protection internationale introduite au Luxembourg.

Le tribunal constate qu'en l'espèce, la décision ministérielle déferée du 16 juin 2017 est motivée par le fait, d'une part, que le demandeur a déposé les 25 octobre 2012 et 13 février 2015 une demande de protection internationale en Suède, de sorte que les autorités suédoises seraient responsables de sa demande de protection internationale, et, d'autre part, que la Suède a accepté le 1^{er} juin 2017 la prise, respectivement la reprise en charge de l'examen de la demande de protection internationale y déposée par Monsieur

Force est à cet égard de relever que le bien-fondé de cette motivation ressort à la fois des résultats des recherches effectuées dans la base de données EURODAC versées au dossier et du courrier des autorités compétentes suédoises du 1^{er} juin 2017, qui ont, en effet, accepté la prise, respectivement la reprise en charge du demandeur, telle qu'elle a été sollicitée par les autorités luxembourgeoises sur le fondement du présent article 18, paragraphe (1), point d).

C'est dès lors *a priori* à bon droit que le ministre a constaté que la Suède est responsable pour connaître de la demande de protection internationale du demandeur et a décidé de le transférer en Suède.

L'article 3, paragraphe (2), alinéa 2, du règlement Dublin III, invoqué par le demandeur, dispose que « *Lorsqu'il est impossible de transférer un demandeur vers l'État membre initialement désigné comme responsable parce qu'il y a de sérieuses raisons de croire qu'il existe dans cet État membre des défaillances systémiques dans la procédure d'asile et les conditions d'accueil des demandeurs, qui entraînent un risque de traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'État membre procédant à la détermination de l'État membre responsable poursuit l'examen des critères énoncés au chapitre III afin d'établir si un autre État membre peut être désigné comme responsable* ».

Force est de constater que le demandeur se limite, de manière générale et abstraite, à reprocher aux autorités suédoises des défaillances systémiques en faisant état d'un défaut de traitement des demandes dans un délai raisonnable, en critiquant les conditions d'hébergement et d'analyse des demandes, en faisant état de violences fréquentes dans des foyers d'hébergement et d'un afflux intense de migrants en Suède, sans toutefois appuyer ses affirmations par un élément concret de son propre récit qui serait pertinent par rapport aux reproches soulevés par lui de manière générale ou encore par des rapports internationaux ou par une autre source quelconque, permettant ainsi au tribunal d'examiner le bien-fondé de ses allégations.

Les seuls reproches que le demandeur soulève par rapport à son vécu personnel se limitent à la référence à des « *problèmes graves* » non autrement précisés et à l'affirmation qu'il n'aurait pas été assisté d'un avocat lors du dépôt de sa demande de protection internationale.

Par ailleurs, s'il déclare actuellement n'avoir pas eu droit à un examen effectif et endéans un délai raisonnable de sa demande de protection internationale par les autorités suédoises, une telle affirmation est sujette à caution alors que les autorités suédoises ont explicitement accepté de le reprendre en charge sur base de l'article 18, paragraphe 1 d), du règlement Dublin III, disposition qui vise le cas d'un demandeur de protection internationale « *dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre État membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre État membre* » : ainsi, il appert que loin de ne pas avoir obtenu d'examen de sa demande de protection internationale, le demandeur a bien vu cette demande examinée par les autorités suédoises, qui ont toutefois rejeté ses demandes réitérées. Or, ce constat n'implique pas *ipso facto*, à défaut d'autres éléments, la conclusion de l'existence, de manière générale, de défaillances systémiques dans le système d'accueil des demandeurs de protection internationale en Suède au sens de l'article 3, paragraphe (2), deuxième alinéa du règlement Dublin III.

Le même constat s'impose par rapport à l'affirmation du demandeur qu'il n'aurait pas été assisté d'un conseil lors du dépôt de sa demande de protection internationale. Au-delà du constat qu'il ne se dégage pas des déclarations du demandeur qu'il se serait vu refuser, sur

demande de sa part, l'assistance d'un avocat lors du dépôt de sa demande de protection internationale, même à admettre que le demandeur n'ait pas bénéficié de l'assistance d'un avocat, en violation de dispositions légales applicables en Suède, la conclusion ne s'impose pas automatiquement que, de ce seul fait, même combiné avec le reproche suivant lequel il aurait été forcé de déposer une demande de protection internationale en Suède, le système de traitement des demandes de protection internationale y soit défaillant à un tel point que, de manière générale, l'existence de défaillances systémiques puisse être retenue.

Le tribunal est dès lors amené à conclure que les affirmations selon lesquelles il existerait de graves problèmes systémiques en Suède en ce qui concerne les demandes de protection internationale et l'accueil des demandeurs de protection internationale restent, en l'état du dossier, à l'état de pures allégations, le demandeur étant resté en défaut, d'une part, de faire valoir un problème concret pertinent ayant affecté l'analyse de sa demande de protection internationale, respectivement ses conditions d'accueil et d'hébergement, en Suède et, d'autre part, de soumettre au tribunal un quelconque élément de preuve, tels que notamment des rapports internationaux, relatifs aux difficultés rencontrées suivant ses affirmations par les autorités suédoises dans le traitement des demandes de protection internationale et en ce qui concerne les conditions d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile.

A cet égard, il y a lieu de souligner qu'afin de pouvoir utilement réformer ou annuler une décision administrative, le tribunal, en tant qu'organe juridictionnel, est appelé à statuer par rapport aux moyens tant en droit qu'en fait qui lui sont soumis par la partie demanderesse, mais il ne lui appartient pas, en l'absence de moyens concrètement soumis, - sous la réserve de moyens d'ordre public qui sont à soulever d'office -, d'instruire de sa propre initiative une demande qui lui est adressée : ainsi l'exposé d'un moyen de droit requiert normalement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué¹.

Par ailleurs, il échet de relever que le système Dublin III est basé sur l'hypothèse que tous les Etats membres de l'Union européenne sont des Etats de droit dans lesquels les demandeurs de protection internationale peuvent faire valoir leurs droits et requérir l'aide des organes étatiques, notamment judiciaires, au cas où ils estiment que leurs droits ont été lésés.

S'il est exact qu'il est admis qu'une acceptation de prise en charge par un Etat membre peut être remise en cause par un demandeur de protection internationale lorsqu'il y existe des défaillances systémiques de la procédure d'asile et des conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale dans cet Etat membre, il n'en reste pas moins que ces défaillances systémiques requièrent, pour être de nature à s'opposer à un transfert, d'être qualifiées de traitements inhumains et dégradants au sens de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.² Or, en l'espèce, le demandeur se limite à invoquer la circonstance abstraite que sa demande de protection internationale déposée en Suède n'aurait pas été analysée

¹ Trib. adm. 27 mai 2013, n° 32017 du rôle, Pas. adm. 2016, V° Procédure contentieuse, n° 406 et les autres références y citées.

² CJCE, 10 décembre 2013, C-394/12, Shamsi Abdullahi c. Bundesasylamt, point 62

correctement, respectivement que les conditions d'hébergement des demandeurs de protection internationale n'y seraient pas garanties, sans étayer ce moyen et sans apporter la preuve qu'il existerait en Suède des défaillances systémiques de la procédure d'asile et des conditions d'accueil et ce, plus particulièrement en raison de l'augmentation récente du nombre de demandeurs de protection internationale dans ce pays.

Enfin, à défaut d'avoir invoqué des sources permettant au tribunal d'examiner la situation générale en Suède au regard du reproche fondé sur l'existence de défaillances systémiques, l'affirmation générale et vague du demandeur que son cas témoignerait d'un manquement grave aux articles 1^{er} à 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est encore à rejeter.

Il suit des considérations qui précèdent que le moyen du demandeur fondé sur une violation de l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2 du règlement Dublin III, ainsi que des articles 1^{er} et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est à rejeter pour ne pas être fondé.

S'agissant de l'affirmation subsidiaire du demandeur suivant laquelle il désirerait quitter volontairement le Luxembourg, celle-ci n'est pas de nature à affecter la légalité de la décision du ministre de transférer le demandeur en Suède sur base du constat que les autorités suédoises sont compétentes.

Aucun autre moyen n'ayant été soulevé en cause, le recours en annulation est à rejeter comme n'étant pas fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, chambre de vacation, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en annulation ;

au fond le dit non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de vacation du 16 août 2017 par :

Marc Sünner, président,
Olivier Poos, premier juge,
Michèle Stoffel, juge,

en présence du greffier Monique Thill.

s. Monique Thill

s. Marc Sünnen

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 16/8/2017
Le Greffier du Tribunal administratif